

FRANCO A L'O.N.U.?

L'Internationale  
des ASSASSINS  
au grand complet!

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-cinquième année. — N° 244  
VENDREDI 17 NOVEMBRE 1950  
LE NUMERO : 10 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE  
ANARCHISTE »

## Réarmement allemand et "3<sup>e</sup> front"

M. JULES MOCH, ministre de la Défense Nationale, vient de rendre d'Amérique et fera des déclarations importantes sur les négociations, qu'il y a menées, et particulièrement, sur la création d'une armée européenne. L'intégration d'effectifs allemands dans cette armée a en effet soulevé de vives discussions entre les Etats-Unis et la France.

Du côté français, rappelons le chauvinisme bien connu du ministre de la Défense Nationale, sa germanophobie presque pathologique.

Et une fraction importante de l'opinion française partage cette haine de « notre ennemi héréditaire ». Les cuisants souvenirs de l'occupation ne sont pas encore éteints, et les « habits verts » sont fort mal vus en France. De la droite traditionnelle à l'extrême gauche on ne s'est pas fait faute d'exploiter ce sentiment chauvin, et le parti de M. Thorez s'est trouvé en bonne place pour évoquer l'image du fantassin français au coude à coude avec le feldgrau.

Du côté allemand des mouvements pacifistes assez puissants se sont faits jour, se traduisant par la démission d'un ministre de l'Intérieur, par le renvoi du général comte Von Schwerin, conseiller militaire du gouvernement Adenauer. Et enfin, par la poignée de mains du social-démocrate Schumacher et du pasteur Niemöller, se plaçant sous l'égide de la même et traditionnelle colombe. Il semble en effet, mise à part quelques individus qui conservent par tradition de caste un amour incréé de la Wehrmacht, que les Allemands n'aient aucune envie de se battre. Mais affirmer que l'on permettra au peuple de rester longtemps dans ces bonnes dispositions nous paraît assez hasardeux. De l'autre côté du rideau de fer, par exemple, on procède à l'armement massif des Allemands, et il ne nous semble pas qu'ils réagissent beaucoup. Nous n'avons d'ailleurs rien à leur reprocher, car est-ce la guerre des nerfs qui nous use ? L'annonce des conflits successifs : Corée, Indochine, et bientôt peut-être les Etats-Unis, laisse le Français moyen de plus en plus indifférent.

L'opposition française comme les hésitations allemandes ont fait échouer la conférence des ministres occidentaux de la Défense. Un autre facteur a joué d'ailleurs pour favoriser cet échec : l'annonce que l'Union soviétique était prête à entamer des négociations pour la réunification de l'Allemagne. L'abcs toujours ouvert de ce pays dont l'unité ethnique était tout de même réalisée et qui, officiellement, a été divisé en deux, gêne en effet passablement nos diplomates. Et d'un côté comme de l'autre du rideau de fer on a bien peur que l'unité tant désirée par les Allemands ne se réalise aux dépens de l'un des deux blocs, la puissance militaire de la Ruhr pouvant déséquilibrer fortement la balance des forces en présence.

(Suite page 4, col. 3.)

## L'O.N.U. VOTE sa propre condamnation

Nous savions bien qu'il ne fallait pas attendre grand-chose de bon de l'O.N.U., nous savions ce qui se cachait derrière les déclarations humanitaires aussi pompeuses qu'hypocrites des délégués, mais malgré notre pessimisme, nous ne pensions pas que cette assemblée, d'inopérante et inutile, deviendrait aussi ouvertement dangereuse et nocive pour les principes mêmes qu'elle s'est donnée pour tâche de défendre. Non, nous ne pensions pas que la complicité tacite des membres de l'O. N. U. qui permettait au dictateur espagnol de se maintenir au pouvoir se transformerait en un soutien effectif et public — car il n'est malheureusement que trop certain que le vote de l'O. N. U. consolidera le pouvoir de Franco. Nous ne pensions pas que cette assemblée, au moment même où elle dénonce et combat une agression en Corée, pousse l'impudence jusqu'à sanctionner par son approbation une autre agression qui, si elle date de quelques années, n'en fut et n'en reste pas moins l'un de ces crimes contre l'humanité, l'un de ces attentats permanents, contre les « Droits de l'Homme » et les « libertés fondamentales » que cette même O.N.U., deux jours avant, se chargeait de faire respecter par le monde entier (« Plan Acheson » d'action commune pour la paix. Adopté le 3 novembre par 52 voix contre 5 et 2 abstentions)...

Nous avons dénoncé à plusieurs reprises les dangers que représentaient les désillusions qui ne manqueraient pas de suivre l'espoir que l'O.N.U. avait fait lever dans le cœur d'innombrables naïfs. La dernière tartufferie de cet organisme nous donne une fois de plus raison. Qui à présent, prendrait encore au sérieux cette assemblée qui viole les lois édictées par elle-même ? Quel crédit pourrait-on encore accorder à un organisme chargé de la police du monde et qui s'acquitte avec l'un des gangsters mis par ce même organisme au ban de la société ?

Si les peuples n'y mettent le holà, il est probable qu'elle ne s'arrêtera pas en si bon chemin, après avoir entre-bâillé l'entrée de service, elle introduira demain Franco par la grande porte : on a tellement besoin de lui. L'Espagne n'a-t-elle pas une des meilleures armées d'Europe, sinon la meilleure ? N'est-elle pas une base stratégique de premier ordre ? Alors...

Alors nous verrons bientôt Franco siéger au côté des « démocraties » et prendre part à la « croisade pour la liberté », lui qui a chassé, enfermé, fusillé les hommes libres d'Espagne. Nous le verrons collaborer à la « défense de la civilisation », lui, le raseur de villes qui a réduit au silence tout ce qui pense, lui dont la seule présence fait fuir de leur pays les meilleurs de ses artistes, lui l'homme des autodafés, qui en dix ans a fait reculer d'un siècle la civilisation espagnole.

Quel beau compagnon de lutte pour les élus socialistes anglais, pour les représentants du gouvernement français à participation socialiste, pour les diplomates de l'Inde « libre et démocratique »...

Quel beau guignol parmi d'autres guignols.

L'O.N.U. en votant la reprise des relations diplomatiques avec Franco, a signé sa propre condamnation : de même que la S.D.N. sombra dans le ridicule, l'O.N.U. sombrera dans les compromissions.

Cela devait arriver et cela nous indiffère : nous n'avons jamais accordé la moindre confiance à cet agglomérat de représentants de gouvernements, mais ce qui ne nous indiffère pas ce sont les conséquences des honteuses bêtises de cet organisme, ce sont les répercussions que cette nouvelle désillusion aura sur l'ensemble du peuple espagnol. Ce peu-

ple magnifique, après quinze années de lutte, avait espéré que les « démocraties » victorieuses liquideraient Franco complice du nazisme qu'elles venaient d'abattre. Ce fut une première désillusion. Les Espagnols espèrent encore : Franco était mis au ban des nations civilisées, il était isolé, le blocus allait l'obliger à capituler. Le blocus ne fut jamais effectif. Les mêmes nations qui l'avaient voté retrouvent un passager anonyme pour violer les engagements signés d'un commun accord. Le peuple espagnol continua la lutte, il savait bien que le « business » était roi et qu'on le sacrifiait à des dividendes, mais un jour viendrait...

Un jour les nations retrouveront une passagère anonyme pour violer les engagements pris d'un commun accord, pour fermer les yeux sur la misère d'un peuple étouffé, bâillonné, saigné quotidiennement.

Rien, jamais, ne justifiera ce nouveau coup porté à la cause de l'Homme. Aucune raison ne peut justifier ce vote criminel et celui qui le prépare, et les « démocraties » se réservent de dangereux lendemains qui en sont réduites à de piteux expédients. S'allier à un

gangster pour combattre un autre gangster reste toujours une opération risquée. Pour nous, pour tous les honnêtes gens ce genre d'association s'appellera toujours un « gang ». Pour nous, pour tous les honnêtes gens, la fin ne justifiera jamais les moyens, à plus forte raison, quand cette fin est elle-même une mauvaise fin et quand ces moyens sont de mauvais moyens.

Permettra-t-on aux pantins de Lake Success de fouler aux pieds les souffrances, les deuils, le martyre de tout un peuple ? Leur permettra-t-on d'ajouter de nouveaux barreaux aux prisons franquistes, de nouveaux cadavres aux charniers espagnols, de nouvelles victimes au martyrologe antifasciste ?

Les peuples abrutis par leurs propres soucis, intoxiqués de politiciaille, empoisonnés par une psychose de guerre savamment entretenue, ne sont-ils pas capables de se souvenir ? Ont-ils oublié les quelques magnifiques exemples de solidarité internationale qu'ils surent donner au monde ? Ne savent-ils pas que ce camouflet des politiciens au peuple espagnol les atteint tous, que l'abandon de ce peuple à la dictature franquiste est une menace pour tous ? Ont-ils oublié la leçon de l'avènement du nazisme et du fascisme, la leçon de la Révolution Espagnole ?

Nous voulons espérer que non, nous voulons espérer qu'un sursaut de la conscience populaire saura empêcher, un nouveau crime. Quoi qu'il en soit, nous n'abandonnerons jamais la lutte et, si les hommes sont assez lâches ou assez inconscients pour abandonner l'Espagne et se faire les complices de leurs gouvernements, nous n'aurons de cesse que lorsque nous aurons réveillé leur conscience, nous n'aurons de cesse que lorsque le peuple espagnol sera enfin débarrassé de ce chancre du monde occidental : la dictature franquiste, et nous n'oublierons pas que la meilleure forme de solidarité est dans l'action.

R. CAVAN.

## 40.000 frs d'amende !

Devant la 17<sup>e</sup> Chambre correctionnelle, le samedi 4 novembre, comparaissait le « Libertaire » en la personne de notre camarade Maurice Joyeux, pour un article paru dans le « Lib » du 17-2-1950 intitulé « Libérez le canonier Buret ». Nous étions poursuivis pour « apologie du crime » ! Pas moins, pas plus.

Rappelons les faits : en 1940, après l'armistice, le dénommé Charly, colonel de son métier, voulant poursuivre la lutte, fut tué par le canonier Buret qui trouva sûrement à cette époque que la drôle de guerre avait assez duré, et que les propagandistes du fameux mot d'ordre : « Tenir le dernier quart d'heure » (dixit Paul Reynaud) s'étaient volatilisés et qu'ils étaient loin du champ d'action. Sauf Charly, colonel. Sa présence fut tout le drame. Le moral des soldats n'était pas très bon, et les morts glorieuses évitées le plus possible. A quoi bon après tout !

Maintenant, la magistrature est rentrée de vacances après un long séjour dans certaine ville d'eau renommée pour les rhumatismes perpétuels.

Et voici son premier « travail » : condamnation de Joyeux : 40.000 francs d'amende. La société bourgeoise se défend et le « manque de respect dû au chef » se paye. La défense des opprimés est interdite. La caste étoilée commande, bien à l'abri, les guerres « contre le militarisme allemand », « contre le fascisme », « pour la liberté ». Les généraux meurent dans leur lit...

Amis lecteurs, devant la rage d'un régime moribond qui veut survivre, aidez-nous. Notre Comité d'Entr'aide a besoin d'argent. Malgré l'adversité, nous continuerons le combat. Dès aujourd'hui, envoyez votre souscription à notre camarade André Moine, 10, rue Bichat, Paris (10<sup>e</sup>), C.C.P. Paris 4730-94.

## La déclaration de Joyeux

Les déclarations de Joyeux à l'audience ayant été rapportées avec quelques variantes, nous les reproduisons :

« Monsieur le Président, je voudrais faire deux déclarations...

Voici la première. Vous avez fait état de mes condamnations — aucune d'entre elles n'est susceptible de porter préjudice à mon honnabilité — Il est quelqu'un dont le casier judiciaire a porté les mêmes condamnations judiciaires que le mien, avec cette différence toutefois, qu'elles furent encore plus nombreuses — c'est Blanqui l'insurgé ! — Aujourd'hui, si vous feuilletiez les livres d'Histoire de tous les écoliers de France, vous y trouveriez dans les dernières pages sa photo en bonne place.

La seconde : C'est que je suis un anarchiste avec tout ce que cela comporte d'inconvénients, mais également avec tout ce que cela comporte de beautés spirituelles. Voyez-vous, depuis deux siècles, les hommes sont conduits

au massacre au nom de la « Liberté » ! C'est au nom de la « Liberté » que mon père fut tué sur la Marne en 1914. ! ! ! C'est au nom de la « Liberté » que demain peut-être on va nous jeter à nouveau dans le massacre ? Moi j'ai définitivement choisi ! Je dirai non !

J'ai écrit cet article sous le coup de l'indignation. Tout le monde aujourd'hui se réclame d'un pacifisme murmuré du bout des lèvres. Des gens sont contre leurs officiers, leur armée, au nom de la lutte contre la guerre, mais se prosternent devant les officiers ou les armées d'un autre pays. Lorsqu'on vous conduit à la guerre, c'est toujours les autres pays qui sont les agresseurs, c'est toujours nos pays qui y trouvent, et cela dans tous les pays du monde. Les hommes en ont marre de tout cela.

Regardez autour de vous. De nombreux chefs d'Etat ont dans leur jeunesse été condamnés comme moi pour avoir écrit ce que j'ai écrit. Aujourd'hui, confortablement installés dans leur fauteuil, ils s'apprennent à nous jeter à nouveau les uns contre les autres.

C'est parce que je suis un ouvrier auquel d'autres ouvriers ont assez de confiance pour l'avoir placé à un poste de responsabilité syndicale que je me dresserai toujours contre la guerre.

Monsieur le Président, j'ai été, je suis et je resterai toujours un anarchiste. »

## LA PAIX ET LES MENTEURS

DEPUIS un certain temps, les staliniens amorcent une nouvelle manœuvre visant à noyauter et à désagréger les organisations pacifistes jusqu'alors réfractaires à la propagande des « partisans » de la Paix, propagande trop visiblement inspirée par le souci de servir la stratégie diplomatique russe.

La méthode employée est classique. Si elle n'a pas le mérite de la nouveauté, du moins devons-nous reconnaître qu'elle a fait ses preuves : son dernier succès — et il est de taille — a permis aux staliniens de s'emparer de la C.G.T. et de provoquer ainsi l'éclatement de l'unité syndicale.

Le but que se proposent aujourd'hui les staliniens est de détruire l'unité des pacifistes réalisée sous l'égide du Cartel International de la Paix. Cette organisation, groupant par la base d'une charte minimum des pacifistes de toutes tendances : révolutionnaires, syndicalistes, fédéralistes, mondialistes, non violents chrétiens et gandhistes, etc., avait eu le mérite de rassembler

des hommes aux pensées profondément divergentes sur la plupart des problèmes sociaux et philosophiques, mais unis par une volonté commune : celle d'opposer à la guerre un refus total, chaque participant restant fidèle à ses propres méthodes de lutte.

Que des hommes se rassemblent pour refuser la guerre et non pas UNE guerre, voilà qui ne pouvait que porter ombrage aux staliniens dont le pseudo pacifisme s'accommodait fort bien du militarisme russe. Et ils songèrent que le mauvais coup qui avait si bien réussi dans le domaine syndical pouvait se renouveler dans les milieux pacifistes.

D'où l'amorce de l'un de ces virages auxquels ces maîtres acrobates nous ont habitués. La manœuvre réussira-t-elle ? Il est bien évident qu'elle ne saurait atteindre les pacifistes révolutionnaires à qui une vieille expérience a permis de mesurer la duplicité bolchevique. Par contre, il faut reconnaître qu'elle a trouvé des échos chez certains pacifistes chrétiens dont

l'indiscutable bonne foi n'a d'égale que leur naïveté.

(Suite page 2, col. 1.)

## Appel des Anarchistes Japonais

Alors que la guerre de Corée s'éternise et que le peuple coréen semble devoir retomber sous l'abominable régime de Syngman Rhee, par la complicité du brutal impérialisme U.S.A., l'appel de nos camarades japonais à la Corée que nous publions ci-dessous prend toute sa valeur.

« Enfin, l'heure a sonné où vous pouvez décider vous-mêmes de votre destinée. Si vous vous égarez du chemin tracé, une fois de plus vous deviendrez des esclaves de l'autorité et du capitalisme. « Il n'y a qu'une seule voie. Vo-

tre espoir d'une Corée libre, juste, fraternelle ne peut se réaliser sans que vous soyez véritablement affranchis, aussi bien des U.S.A. que du communisme totalitaire ou d'une quelconque puissance impérialiste. Chassez-les tous et édifiez la Corée du peuple travailleur.

« Nous, anarchistes du Japon, regrettons de tout notre cœur que vous vous massacrerez mutuellement. Mettez un terme aux massacres et efforcez-vous de bâtir une Corée pour vous-mêmes !

« Nous vous aiderons de toutes nos forces jusqu'à la mort. »

# CE SOIR

## Palais de la Mutualité GRAND GALA ANNUEL DU "LIB"

au profit des œuvres de solidarité du Mouvement Libertaire

Vendredi 17 novembre  
à 20 h. 30 très précises

Les plus grands noms... les plus grands talents de la scène... de l'écran... de la radio...

Henry MURRAY de l'Odéon présentera :

Humberto CANTO  
et ses rythmes cubains

Les frères DEMARNY  
les jumeaux de la chanson

Yves DENIAUD  
la grande vedette  
de la scène et de l'écran

La formidable équipe des trois MAILLETZ  
Les trois Léo : CAMPION, FERRÉ, NOEL  
Catherine SAUVAGE — Cora VAUCAIRE

Jacques GRELO  
de la Tomate

Suzanne GABRIELLO  
la jeune ingénue du cinéma

GABRIELLO  
le grand comique de l'écran  
et de la radio

La chorale CHANTONS AU VENT  
du Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse

Guy MARLY  
le chanteur de la radio  
et du disque

Solée MONTOYA  
dans ses flamencos

Nathalie NATTIER  
la grande vedette de l'écran  
et du Palais-Royal

Au piano Andrée LYS

René PAUL  
des Deux-Anes

ROCCA  
de la Tomate

Alain ROMANS  
compositeur

à la demande générale...  
LES GARÇONS DE LA RUE  
...reviendront

Prenez vos billets, 145, quai de Valmy (métro Château-London) les guichets seront ouverts à partir de 20 heures, le 17 Novembre.



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## SIC ITUR AD ASTRA

N'avez crainte, bonnes gens, si s'en présentera plus d'un, le rôle est bien payé, feu Anatole France en convient volontiers.

D'Aragon à Gide et de Malraux à Cocteau, il ne manquera pas de volontaires pour ramener à Paris le flambeau de l'opposition accréditée prête à se convertir à n'importe quel, voire au matérialisme dialectique, pourvu que ça « moussse ».

Car il en faut de ceux qui canalisent, adroitement l'individualisme et assurent le contact entre la révolution et le pouvoir.

Qu'ils se nomment provocateurs, mouchards, flics ou écrivains d'avant-garde, ils sont nécessaires à la défense internationale du monde civilisé.

Portez donc le deuil, messieurs les gouvernants.

Que les cloches de Westminster et les canons du Kremlin saluent ensemble le cadavre de Shaw. Nous on s'en fout.

Enterrez-le dans un quelconque Panthéon, chantez des cantiques sur sa tombe et oubliez-le vite.

Qu'on nous foule la paix avec Shaw !

CLAUDE-ARMAND.

**P**LEUREZ, cloches de Westminster, pleurez ! Le monde civilisé vient de perdre l'un de ses plus intangibles soutiens.

Pleurez, cloches de Westminster, pleurez ! L'immortel défenseur de la morale britannique, le censeur éclairé des mœurs publiques, le révolutionnaire officiel, l'anarchiste « décoré », le maître de l'humour gouvernemental s'est laissé périr dans une seconde d'inattention. G.-B. Shaw n'est pas mort depuis huit jours que déjà les auteurs de la farce ministérielle lui cherchent un remplaçant.

## La paix et les menteurs

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Quoi qu'il en soit, nous dénonçons immédiatement ces nouvelles intrigues en mettant à jour le mécanisme de l'opération, en arrachant aux valets de l'impérialisme russe leur masque de fausse bonhomie avec lequel ils espèrent séduire quelques naïfs.

Ce mécanisme est fort simple. Le voici démonté en pièces détachées.

1<sup>er</sup> temps. — Les stalinien s'aperçoivent que malgré le battage effectué autour de l'appel de Stockholm, malgré les millions de signatures recueillies, une grosse partie de l'opinion publique demeure rétive, peu disposée à refuser une guerre américano-russe pour accepter une guerre russo-américaine. D'autre part, certains aspects de la politique impériale russe et des satellites à ses ordres (en Allemagne, en Autriche, en Corée, au Tibet, etc.) apparaissent si peu pacifistes qu'ils provoquent un malaise au sein même des Partisans de la Paix, malaise accentué par le retrait spectaculaire de certaines personnalités marquantes, telles Cassou en France, Zillac en Angleterre, Wallace aux Etats-Unis.

Il s'agit donc pour les staliniens de revaloriser leur crédit en baisse par une manœuvre adroite attirant près d'eux des hommes dont le pacifisme authentique leur servira de couverture et de panacée-reclame.

2<sup>e</sup> temps. — A cette fin, tirant les ficelles des pantins à leur dévotion (les Yves Farge, Boulter et consorts) ils

placent dans la bouche de ces derniers les paroles les plus conciliantes. Ainsi le gros reproche fait à l'appel de Stockholm est de ne condamner que l'arme atomique, c'est-à-dire, en fait, de servir les intérêts de la Russie dont la suprématie en armement classique est indiscutable ? Qu'à cela ne tienne : les staliniens sont prêts à réviser leur attitude, à condamner toutes les armes et à réclamer le désarmement général. On accuse la Russie de s'isoler derrière le rideau de fer et de rendre ainsi impossible toute entente internationale ? Qu'importe que les staliniens aient nié jusqu'ici : ils proposent la libre circulation des hommes et des idées à travers les frontières.

Il faut une certaine dose de naïveté pour :

Premièrement : ne pas s'apercevoir que ces propositions viennent, non pas AVANT, mais APRES le virage de la diplomatie russe à l'O.N.U., ce qui souligne et met une fois de plus en lumière la vassalité des domestiques staliniens à l'égard de leurs maîtres moscovites.

Deuxièmement : se faire illusion sur « l'honnêteté » intellectuelle des bolcheviques. Car ceux qui les connaissent savent à quel point les engagements des promesses qui dureront le temps que durent les roses, l'espace d'un matin. C'est-à-dire le temps d'attirer les pacifistes dans le piège.

3<sup>e</sup> temps. — Et ceux-ci marchent ! Au moins quelques-uns. Les premiers,

des chrétiens pacifistes du 13<sup>e</sup> arrondissement mordent à l'appât, entrent en contact avec des partisans de la Paix chez qui ils trouvent (naturellement !) les dispositions les plus conciliantes.

Il s'agit maintenant pour les agents de l'impérialisme russe d'exploiter ce premier succès. S'arrangeant avec leur habileté manœuvrière habituelle à ce que l'initiative ne paraisse pas venir d'eux, mais des pacifistes, ils provoquent des réunions de « confrontations » où, de plus en plus conciliants, les staliniens et leurs alliés cryptos apparaissent comme de véritables apôtres — comme de braves gens avec qui « on peut causer ».

Résultat : de part et d'autre, on se couvre de fleurs et, devant une assemblée de pacifistes, dont nous supposons bien que quelques-uns durent être suffisamment ébahis, on voit le député émergiste abbé Pierre se congratuler avec le député crypto-stalinien Yves Farge. Une véritable lune de miel !

Il paraît que de telles confrontations, où on ne sait qui le plus admirer de la naïveté des uns ou de l'hypocrisie des autres, servent la Paix...

Les choses en sont là — inutile de préciser que les anarchistes se sont abstenus de participer à ces embrassades générales.

Mais, pour la gouverne de nos amis pacifistes séduits par le chant des sirènes staliniennes, nous allons maintenant, et sans avoir nul besoin de jouer au prophète, leur révéler les phrases suivantes de l'opération.

4<sup>e</sup> temps. — Au milieu de l'allégresse générale se constituent des organismes de coordinations, voire des organisations nouvelles réunissant staliniens et pacifistes. Très généreusement, les premiers accordent aux seconds une large représentation, hors de proportion même avec les éléments qu'ils peuvent amener et dont les maîtres du jeu se soucient d'ailleurs fort peu : il s'agit simplement d'embarquer dans la galère stalinienne quelques authentiques rameurs pacifistes, de les montrer aux foules comme un exemple à suivre, puis, leur rôle d'appât terminé, de les jeter par dessus bord.

5<sup>e</sup> temps. — Battage intense des staliniens autour de cette « unité ». Grâce à la participation de pacifistes, l'objection principale contre les Partisans de la Paix (l'office de la diplomatie russe) tombe. Pour convaincre les résistants, nos staliniens, admirables bonimenteurs, montrent les naifs installés sur la tribune : « On nous avait accusés d'être au service de la Russie ? C'est faux ! Et la preuve : des pacifistes de toutes tendances, même non marxistes et jusqu'à des chrétiens (et si on pouvait exhiber quelques libertaires...) sont avec nous. Donc le parti communiste est bien le parti de la Paix ».

6<sup>e</sup> temps. — Arrive le jour où le plein des adhésions est fait, où le but est atteint : la propagande communiste a bénéficié à cent pour cent de l'opération. Les pacifistes deviennent alors d'inutiles et encombrants compagnons de route. D'autant plus que, sur un nouvel ordre de Moscou, les staliniens jettent le masque et reprennent leurs véritables visages. Evidemment, les pacifistes s'aperçoivent, mais un peu tard, qu'ils ont été dupés, protestent, ce qui leur vaudra d'être éliminés. Démocratiquement... si nous sommes encore en régime démocratique. Plus brutalement si, grâce à l'aide inconsciente des pacifistes, nous sommes en régime totalitaire. Alors, sans doute, assisterons-nous à des procès de Paris qui ressembleront comme des frères aux procès de Moscou et autres lieux.

Peut-être d'ailleurs, nos bons et naïfs pacifistes se consoleront-ils, entre deux aveux « spontanés », de voir à leurs côtés les Farge, Boulter et autres que leur servilité même n'aurait probablement pas réussi à sauver de la disgrâce.

Voilà la manœuvre dévoilée. Nous le répétons : elle n'est pas nouvelle.

**CHARBONS DU "LIBERTAIRE"**  
BOULETS SPECIAUX

2 tonne ..... 5.500  
2 tonnes ..... 10.800  
3 tonnes ..... 15.750

Livraison minimum : 1 tonne

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

Versement en indiquant les détails au compte chèque postal : Guillemeau, Paris 5072-44.

LA COMMISSION DE GESTION.

“LE MENSONGE D'ULYSSE”  
ou l'illusion de Paul Rassinier (I)

UN certain nombre de camarades, même ayant une expérience des camps, pourront trouver l'article de notre camarade Michel excessif dans ses conclusions, au moins dans les mots.

Nous leur demandons d'examiner l'article de Michel dans son développement logique avant de se heurter aux termes employés. Et de nous transmettre leurs observations, leurs appréciations dont la confrontation ne peut être que fructueuse.

La Rédaction du « Libéraire » n'a donc pas cru devoir modifier en quoi que ce soit l'article de Michel, fruit d'une expérience précise et douloureuse.

## LA REDACTION.

« hautes sphères », son « compagnon » bureaucrate tout puissant n'aurait pas loupé qui lui dévorait sa ration et lui tapait dessus pour sauver sa propre peau. Seulement...

Seulement, au moment d'applaudir à la rhétorique de l'accusateur public Rassinier, mon ancienne expérience personnelle de déporté m'est revenue à la mémoire, et j'ai dû constater presque malgré moi que l'édifice de Rassinier n'est pas sans fissure, et même que par endroits il croule. Entendons-nous bien : il reste des parties saines, solides, des choses qu'il fallait dire. Il est exact qu'il y ait eu partout, sur la base de l'administration intérieure des camps par les déportés eux-mêmes, création d'une bureaucratie qui entretenait des rapports avec des comités politiques, nationaux, ou « droit commun », les membres de la première étant membres des seconds et vice-versa. Ainsi la bureaucratie officielle se doublait de bureaucraties clandestines qui intriguaient, frappaient, luttaient, dénonçaient pour conquérir le pouvoir intérieur. Il est exact que la situation matérielle des bureaucrates était hautement privilégiée, avec des inégalités telles que nous n'en connaissons pour ainsi dire pas dans la vie « normale ». Tandis que les uns vivaient dans le luxe, des multitudes périssaient dans la famine, la misère. Il est exact que l'arbitraire bureaucratique existait, que des détenus au pouvoir dans les bureaux décidaient du sort de milliers de déportés, que la schlague était le plus souvent maniée par ces privilégiés. Il est exact qu'ils étaient l'organe exécutif des décisions de la S.S. Il est exact que le régime des coteries et des petits camarades sévissait. Il est exact que l'appareil officiel, et les appareils clandestins qui le contrôlaient, poursuivaient souvent des buts d'intérêt privé. Il est exact dans une certaine mesure que le but des camps de concentration n'était pas l'annihilation des prisonniers, mais le travail forcé de ces esclaves modernes ramenés aux conditions de vie les plus primitives et les plus élémentaires.

Mais, arrivé là, mon cher Rassinier, je refuse de te suivre plus loin. Car ta thèse se poursuit ainsi : non seulement les bureaucrates, particulièrement « politiques », ont commis toutes ces abus, toutes ces saloperies, tous ces crimes, mais, en core, c'est elles qui ont rendu la vie intolérable dans les camps, elles qui sont responsables de la plus grande partie de toutes les morts, de toutes les souffrances. Tu le declares nettement : « Je suis, pour ma part, persuadé que, dans les limites de ce fait de guerre, rien n'aurait pu empêcher les détenus qui nous administraient, nous commandaient, nous surveillaient, nous encadraient, de faire de la vie dans un camp de concentration quelque chose qui aurait ressemblé d'assez près au tableau que les Allemands présentent... aux familles qui demandent des renseignements » (p. 104). Seulement, ces détenus responsables ont, pour toi, préféré faire crever tout le monde pour assurer leurs privilèges : « ... Il eût été préférable de maintenir en vie tout le monde contre la S.S., et non seulement un noyau [de bureaucrates R.M.] à ses ordres, ne serait-ce que pour lui susciter de nouvelles cultures supplémentaires... Au lieu de cela on a employé un moyen qui, s'il a sauvé ce précieux noyau, a fait mourir la masse » (p. 163). « ... En se contentant de moins manger et de moins frapper, la bureaucratie concentrationnaire eût pu sauver la presque totalité des détenus » (p. 173). On pourrait multiplier les citations.

Comme, d'autre part, pour Rassinier, la destruction physique dans le principe des camps tel que le voyait la S.S. est « envisagée seulement dans les cas où la mesure d'internement ne suffirait pas à mettre l'individu hors d'état de nuire » (p. 114), il en résulte que les bureaucrates de détenus sont bien les seules responsables des hécatombes à l'exclusion de la S.S.

Et voilà ! Le tour est joué. Seulement, il y a quelque chose qui ne colle pas. Les camps ne servaient pas seulement à mettre les individus hors d'état de nuire, mais aussi à les faire travailler. Qui ne travaille pas ne mange pas, sinon il coûte à la S.S. sans rien lui rapporter. J'ai fait partie d'un de ces prélèvements de « faibles », d'« incapables de travailler », qui m'a ramené du camp de travail de Brémens-Farge, où j'avais épuisé mes forces, au camp de Meppen où l'on achevait de détruire à une cadence accélérée les déchets dans mon genre (rations alimentaires inférieures à la moitié des rations ordinaires de Farge, travail de terrassement dans les marais, parfaitement inutile, par surcroît, on rebouchait le lendemain les tranchées qu'on avait creusées la veille. Pas de couvertures, pas de lits, le ciment ou un peu de fumier, en décembre). Ceci pour des affaiblis ; les types tombaient comme des mouches, et les S.S. les pénétraient. Je l'ai vu, mon cher Rassinier, et tant pis pour ta thèse : la « bureaucratie », sans aucun pouvoir personnel, cette fois, tremblait devant la S.S. qui, elle, avait pris la conduite de la destruction. Encore une fois, qui ne travaille pas doit crever pour ne plus rien coûter à la S.S. C'est là le fondement des camps de concentration allemands, et non pas la simple « mise hors d'état de nuire » par l'internement.

Ce fondement : le travail ou la mort, montre la perspective dans laquelle il faut juger la bureaucratie concentrationnaire. Rassinier fait état de la mésaventure qui

advint à Schwartz, capitaine S.S. de Buchenwald, qui essaya de former un « transport » sans l'aide des bureaucrates détenus, et dut y renoncer. « A mon sens, il n'y avait aucun inconvénient à ce que l'expérience Schwartz se répète chaque fois qu'il était question d'organiser un transport vers quelque lieu de travail » (p. 199), commente-t-il. Et de conclure que, sans les bureaucrates détenus, les déportés auraient pu vivre sans travailler. Quel sophisme ! Au bout de trois ou quatre « expériences Schwartz », le camp récalcitrant aurait été considéré comme « bouche inutile », et ses occupants anéantis. Et c'est bien ce qui justifie la nécessité d'une couche de détenus qui tiennent en main l'organisation du travail (quels que soient par ailleurs les profits personnels et les abus qui en résultent), et autant que possible de détenus politiques, ce qui limitait les dégâts.

Au fond, la brèche dans l'édifice logique de Rassinier, c'est cette contradiction énorme, monumentale, qui flaque tout par terre : on affirme d'un côté que les conditions faites par la S.S. seule auraient permis à tout le monde de survivre, et d'un autre côté, que c'est l'instinct de conservation qui a fait des bureaucrates les assassins de leurs camarades. Si l'instinct de conservation a mené les bureaucrates à de telles extrémités, c'est qu'ils ne pensaient pas pouvoir se sauver eux-mêmes, c'est-à-dire que les conditions du camp faites par la S.S. ne permettaient pas à la masse de survivre. Il n'est pas permis d'affirmer à la fois « on sent très bien qu'en dehors de l'instinct de conservation qui a joué à tous les échelons, aussi bien chez le simple détenu devant le bureaucrate que chez le bureaucrate devant le S.S., il n'est pas d'explication valable aux événements du monde concentrationnaire » (p. 202), et « c'est précisément dans ce singulier « avantage » [l'existence d'une bureaucratie de détenus R.M.] que résidaient les causes de toutes les catastrophes qui s'abattaient sur la masse » (p. 173).

Et Rassinier ne pêche pas que par sophisme ; il pêche aussi par omission. Car, pourquoi ne signale-t-il pas la lutte de tous contre tous, du simple détenu contre le simple détenu, du pauvre type contre le pauvre type qu'il assomait pour lui voler son pain ? L'instinct de conservation n'est pas la seule fonction essentielle de la bureaucratie à être d'empêcher cette lutte, en assurant les distributions d'un bout à l'autre de la filière, au besoin à coups de matraques (et, je l'avoue, en prélevant sa part du butin). Là où la bureaucratie n'existait pas dominait des gangs terroristes pour s'emparer de la nourriture, pour le pillage et le meurtre (j'ai vécu à Sandbostel en 1945, et je peux en témoigner).

Face au réquisitoire de Rassinier, il faut dresser un plaidoyer en faveur de la bureaucratie intérieure des camps, phénomène au double visage de mort et de vie, mais phénomène absolument nécessaire. Et c'est sans doute l'une des objections les plus grandes du système concentrationnaire que la bureaucratie ne soit pas condamnable et qu'il faille des hommes, bien nourris mais souvent corrompus, pour tenir dans leurs mains arbitraires le sort de dizaines de milliers.

Des critiques académiques s'étonneront de me voir prendre ici la « défense » de la bureaucratie ; d'autres esprits non moins schématiques me reprocheront au contraire de l'attaquer. Les uns comme les autres auront ce tort de juger des camps de concentration avec les mêmes cornes logiques idéologiques que pour la vie politique et la domination de tous les jours. Ceux qui ne savent que de la vie pour habitude de ménager les bureaucrates syndicaux, économiques, politiques, gestionnaires ; ils savent que je vois en elles un tragique destin possible de la servitude et de l'exploitation humaines. Je suis contre elles aussi bien que contre l'occupation russe que sous l'occupation hitlérienne. Mais dans les conditions particulières d'un camp de concentration, dont il serait idiot de faire purement et simplement un « concentré » de la société réelle, je me prononce de bonne foi et en pleine indépendance pour la bureaucratie, pour la domination de cette bureaucratie par les politiques libertaires, et pour le maintien de cette domination par tous les moyens. Dussent les puristes hurler au scandale (2) !

René MICHEL.  
(1) : 1 vol. en vente au « Libéraire ». Préface d'Albert Paraz : 315 fr. Franco 370 francs.  
(2) : Il s'agit des « puristes » de l'opinion publique. Quant aux « purs » qui sont morts au camp pour avoir refusé toute compromission, objecteurs de conscience allemands ou certains jeunes français que j'ai bien connus, je m'incline devant leur mémoire.

REUNIONS PUBLIQUES ET CONTRADICTOIRES

6<sup>e</sup> REGION  
LE MANS  
Vendredi 15 décembre, à 20 h. 30  
Maison Sociale

La hiérarchie doit disparaître

Orateur : Fernand Robert (cheminot)

2<sup>e</sup> REGION  
ARGENTEUIL

Samedi 2 décembre, à 20 h. 30

Salle de la « Pensée Humaine »

42, rue de Paradis

J. Maitron parlera de son livre

« Histoire du Mouvement Anarchiste »

en France de 1880 à 1914

10<sup>e</sup> REGION  
TOULOUSE

Vendredi 17 novembre, à 21 heures,

Café des Sports, Boulevard de Strasbourg

« 3<sup>e</sup> Front »

Orateur : LYG

13<sup>e</sup> REGION  
NICE

23 NOVEMBRE

Café de Lyon

Saint-Exupéry

8 DECEMBRE

Salle Carlonia

La consommation au service de l'homme

21 DECEMBRE

Café de Lyon

La Commune libertaire

5 JANVIER

Salle Carlonia

Le plan de l'administration des choses

## Fédération Anarchiste

## La Vie des Groupes

Les secrétaires de Groupes et des Régions sont priés de nous donner le renouvellement des nouveaux bureaux.

Les trésoriers sont invités à payer les cartes et timbres en retard.

1<sup>re</sup> REGION

HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanche, de 10 heures à 12 heures, au Café « Les 6 Billards », 56, Cours de la République.

2<sup>e</sup> REGION

GROUPES PARIS V<sup>e</sup> ET VI<sup>e</sup>. — Le jeudi 23 novembre, à 20 h. 45 précises. Assemblée générale des militants du groupe. Présence indispensable.

Salle des Sociétés Savantes. Consulter le panneau.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe anarchiste d'Aulnay est en reformation. Les camarades désireux de se joindre à nous sont priés de se faire connaître à la permanence provisoire, Café du Petit Cyrano, place de la Gare, à Aulnay-sous-Bois, permanence qui se tiendra tous les 6<sup>e</sup> dimanches de 9 h. 1/2 à midi.

CLAMART-LES-MOULINEAUX. — En vue de la formation d'un groupe, écrire F. A. 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).

LEVALLOIS - ENVIRONS, PARIS-17<sup>e</sup> (groupe DURRUTI). — Au « Vieux Normand » (face métro Rome), samedi 18 novembre, de 21 h. précises à 22 h. 2<sup>e</sup> cours d'espéranto, la langue internationale et de 22 h. à 23 h. : Causerie éducative anarchiste (le camarade Laisant répondra aux questions posées par les sympathisants. Le cours gratuit et la causerie sont ouverts à tous.

MONTEURGE - CHATILLON - SOUS-BAGNEUX. — En vue de la formation d'un groupe, voir ou écrire à : Paullette Girard, 18, rue Pierre-Semart, à Châtillon-sous-Bagneux.

VANVES-MALAKOFF. — Pour les adhésions au groupe, adressez-vous, tous les dimanches matin de 9 h. à 12 h., aux vendeurs du « Lib », rue Béranget, à Malakoff.

3<sup>e</sup> REGION

REIMS. — Un service de librairie se tient tous les dimanches matin au marché J.-Jaurès, angle rue J.-Jaurès et Bd Jamin. Vente, location et prise de commande de livres, brochures, journaux, etc. Pour tout ce qui concerne cette librairie, s'adresser à : Lermillier Maurice, 222, rue J.-Jaurès.

4<sup>e</sup> REGION

LORIENT. — Libertaires et sympathisants. Pour renseignements : tous les jeudis, de 19 h. à 19 h. 45, café Bozzer, quai des Indes.

NANTES. — Le Groupe Francisco Ferrer reprend sa permanence tous les samedis de 18 h. à 20 h., rue Jean-Jaurès, n° 35.

Adressez correspondance à Henriette Le Séhédic (même adresse).

5<sup>e</sup> REGION

MACON. — Groupe Germain. — Tous les camarades désireux de participer au Mouvement Anarchiste Français sont invités à se mettre en relation avec le camarade Chamroux Marcel, Pierrefolles (S.-et-L.).

AVIS AUX GROUPES

Tous les communiqués doivent nous parvenir le lundi dernier délai.

## Fédération Anarchiste

## La Vie des Groupes

Les secrétaires de Groupes et des Régions sont priés de nous donner le renouvellement des nouveaux bureaux.

Les trésoriers sont invités à payer les cartes et timbres en retard.

1<sup>re</sup> REGION

HAVRE. — Les camarades du groupe se réunissent les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> dimanche, de 10 heures à 12 heures, au Café « Les 6 Billards », 56, Cours de la République.

2<sup>e</sup> REGION

GROUPES PARIS V<sup>e</sup> ET VI<sup>e</sup>. — Le jeudi 23 novembre, à 20 h. 45 précises. Assemblée générale des militants du groupe. Présence indispensable.

Salle des Sociétés Savantes. Consulter le panneau.

AULNAY-SOUS-BOIS. — Le groupe anarchiste d'Aulnay est en reformation. Les camarades désireux de se joindre à nous sont priés de se faire connaître à la permanence provisoire, Café du Petit Cyrano, place de la Gare, à Aulnay-sous-Bois, permanence qui se tiendra tous les 6<sup>e</sup> dimanches de 9 h. 1/2 à midi.

CLAMART-LES-MOULINEAUX. — En vue de la formation d'un groupe, écrire F. A. 145, quai de Valmy, Paris (10<sup>e</sup>).



# CULTURE ET RÉVOLUTION

## "L'OBSERVATEUR" S'EN VA-T-EN GUERRE...

Monsieur le Directeur,

DEPUIS quelque temps, l'Anarchisme attire de nouveau sur lui l'attention des intellectuels et des théoriciens de tous les milieux. Nous ne saurions nous en étonner, nous autres militants de la F.A., dont le patient travail et l'espoir toujours solide ont été chaque jour employés à diffuser les idées libertaires. Nous ne saurions non plus nous scandaliser de la mauvaise foi et de l'incompréhension systématiques, dont usent pour nous combattre ceux qui commandent leur égoïsme ou leur passion partisane. Mais les trois articles publiés par Léon-Pierre Quint dans l'« Observateur » (nos 23, 24 et 25) ont été du nombre de ceux qui nous ont surpris : nous avions du souci d'objectivité de votre équipe une assez bonne opinion pour attendre dans vos colonnes autre chose qu'une pseudo-étude, diffuse, insinuante et fielleuse. Encore est-il que nous aurions pu laisser pour ce qu'elle vaut la mesquinerie personnelle de M. Léon-Pierre Quint, si l'« Observateur » (no 24) n'avait cru bon d'attribuer à ses articles une importance, dont on ne peut que sourire lorsqu'on est informé de la question qu'il prétend traiter. Comme il y a, malgré tout, risque d'égaler le lecteur de bonne foi, nous espérons que l'« Observateur » fidèle à l'esprit d'objectivité dont il se réclame, saura nous ouvrir ses colonnes pour apporter aux articles dont il s'agit le commentaire que nous jugeons indispensable.

Qu'il y ait chez nos théoriciens des erreurs et des contradictions, c'est ce que nous sommes prêts à admettre a priori, n'ayant ni le bonheurs ni la facilité de croire à la vérité, une fois pour toutes, donnée et révélée, que nous abandonnons aux églises, religieuses et laïques. Ce que nous ne saurions admettre, c'est le refus de la critique et du libre-examen, pour nous et pour nos adversaires.

Encore faut-il ne pas fausser ni tronquer la réalité.

Or, nous prétendons que M. Léon-Pierre Quint, dans ses trois articles de l'« Observateur », a tronqué et faussé la réalité.

1) Il tronque la réalité, lorsqu'il ramène l'anarchisme au terrorisme et à une mystique individualiste.

2) Il fausse la réalité par le ton de dénigrement qu'il adopte (même enrobé d'une espèce de condescendance qui voudrait se donner pour de la sympathie) — et surtout par la perfidie qu'il distille (1).

Débarrassons-nous d'abord de la perfidie. Les procédés qu'utilise M. Quint sont fort variés et témoignent chez lui d'une bonne culture dans ce domaine.

On part du simple et grossier tour de passe-passe, cher à la propagande électorale, et dont la rapidité d'exécution fait tout le mérite. On écrit par exemple (no 24, page 18, colonne 2) : « Pilsudski, Mussolini et tant d'autres socialistes anarchisants... » (on écrirait, n'est-ce pas, tout aussi bien « Doriot et tant d'autres communistes staliniens... ») ; ou encore, on rapproche Proudhon et Hitler, parce qu'ils ont l'un et l'autre dénoncé « les partis bavards » (on pourrait, n'est-ce pas ? tout aussi bien, et même avec plus de vraisemblance, assimiler Staline — ou Trotsky — et Hitler, parce que tenants du parti unique...) (no 24, page 18, colonne 1).

On risque l'affirmation brutale : « L'idée de guerre pour la dernière des guerres est une notion d'origine anarchiste » (no 24, page 19, colonne 2). (Et l'on oublie, opportunément, tous les libertaires insoumis de 14-18 et de 39-45. On va même jusqu'à écrire : « En 1870 ou en 1914 (...), l'anarchiste (...) s'appliquait à tout prix sur la guerre comme le terroriste sur sa bombe. » (no 24, page 19, colonne 1).

Plus spécieusement, on tente de délicates inductions du détail à l'ensemble, de l'aberration individuelle aux fondements de la doctrine : comme si le racisme de tel ou tel anarchiste pouvait passer pour une conséquence nécessaire de l'anarchisme. (No 24, page 18, colonne 1.) Comme si le nationalisme et l'appel au chef (sic) étaient des traits typiques de l'anarchisme (ibid.) (2) M. Léon-Pierre Quint est mal venu d'opposer à Marx le « racisme » des anarchistes, alors que Proudhon railait la « badauderie welsche » (Du Principe Fédératif, chapitre 4), tandis que Marx, juif pourtant, condamnait les

juifs (Lettre à Ruge, Edition de l'Institut Marx-Engels, en allemand, 1<sup>re</sup> partie, page 607), et avec son ami Engels insultait basement Lassalle « petit juif », « juif gras », etc. (Correspondance Marx-Engels, de mars 1856 à février 1860).

Enfin, l'on s'ébat dans la bonne vieille et confortable calomnie (sans négliger d'ailleurs de se cacher derrière le dos d'un autre) : « Chester-ton prétendait qu'il n'est pas d'anarchiste qui ne soit policier. » « Ce n'est sans doute pas par pur hasard qu'un des plus actifs mouvements russes fut, pendant huit ans, animé par un provocateur. » (No 25, page 19, colonne 2). Le thème avait été amorcé, dans les règles de l'art, dès le no 23 (page 19, colonne 2) : « Les gouvernements les ont généralement tolérés, considérés comme inoffensifs. » Pardi tout s'explique ! Mais la répression féroce de la Commune l'édulcoriste ?... Mais les martyrs de Chicago ?... Mais Sacco et Vanzetti ?... M. Quint sait aussi pratiquer le mensonge par omission. Mais à quoi bon argumenter contre l'abjection ? Laissons M. Quint s'y vautrer.

Efforçons-nous d'oublier l'homme et sa perfidie. Venons-en à ses arguments et à son système d'attaque. Après tout, il s'agit moins de lui que de ceux dont la bonne foi pourrait être surprise.

M. Quint, traitant de l'anarchisme, « compose anarchiquement », comme il se doit. Retournons-lui ce « compliment », qu'il adresse malicieusement, mais avec quelque légèreté selon nous, à l'Histoire de l'Anarchie, d'Alain Sergent et Claude Harmel. Il procède par un mélange artificiel de la « petite histoire » et d'allusions trompeuses aux doctrines. Proudhon apparaît comme le « petit bourgeois » (implicitement (sic) antisémite), qui « fit appel à Napoléon ». Kropotkine est ramené à l'état de « moine précheur ». Quant à Bakounine, il suffit, semble-t-il, de Tanioussa, de la fameuse Confession et de Netchaïev, pour fixer la physiologie du personnage. On chercherait vainement, dans les trois articles, un exposé cohérent de ce qu'il a chez ces trois hommes, chez ces trois théoriciens, de plus marquant et de plus solide : la transformation sociale par l'organisation fédérative, la théorie psychologique de l'entraide, et ce que Bakounine appelait son « Collectivisme » (3).

A Marx, au contraire, M. Quint fait l'apologie constante (serait-ce la clef de tout l'article), on épargne le demi-jour de la biographie, les petits coins de l'anecdote ; on escamote, sous l'apparence de l'opportunité politique, le terrible autoritarisme de Marx (le sabotage de l'Internationale par Marx, lorsqu'il s'y vit minoritaire). Il n'est qu'un théoricien anarchiste, dont L.-P. Quint paraît se soucier de pénétrer la doctrine de Stinner. Ce n'est pas un hasard...

On pourrait sans doute imaginer dans un temps où chacun travaille du corbillard, où l'on joue du cadavre (comme d'autres jouent du clairon), dans un temps où l'on fait étendard de ses martyrs, quand on n'adopte pas ceux du voisin, dans un temps où les communistes revendiquent Jeanne d'Arc et où l'Eglise se recommande de Galilée en attendant de se réclamer d'Etienne Dolet ou du Chevalier de la Barre, il est bien évident que les anarchistes font piètre figure.

Et c'est sans doute ce qui permet aux professionnels du martyrologe de considérer avec toute l'indulgence pitie qu'ils méritent, le mouvement anarchiste et ceux qui s'en sont faits les défenseurs. Des dilettantes, n'est-ce pas ?

Des dilettantes, dont le dilettantisme a conduit Sacco et Vanzetti sur la chaise électrique, Ferrer dans les fossés de Montjuich et Louise Michel au bagne.

Des farceurs, je vous dis. Cependant ce 11 Novembre de défilés patriotiques ; ce 11 Novembre d'armistice, prétexte à manifestations cocardières, nous ramène à un 11 Novembre plus lointain que celui de 1918, à celui de 1887, où nos camarades Spies Lings, Engel, Fisher et Parsons payaient de leur vie l'idéal social auquel ils avaient donné leurs forces et leurs pensées.

L. MICHEL : Prise de Possession, 30 fr. (40 fr.). — MALATESTA : Entre Paysans, 15 fr. (25 fr.). — ERNEST : Tu es Anarchiste, 20 fr. (30 fr.). — J. GRAVE : La Société mourante et l'Anarchie, 180 fr. (215 fr.).

### ETUDES

VOLINE : La Révolution Inconnue, 450 francs (520 fr.). — M. BAKOUNINE : Révolution Sociale et la Dictature Militaire, 210 fr. (240 fr.). — P. GILIE : La Grande Métamorphose, 150 fr. (180 fr.). — S. FAURE : Mon Communisme, 260 fr. (320 fr.). — G. LEVAL : L'Indispensable Révolution, 150 fr. (180 fr.).

### CRITIQUES SOCIALES

RHILLON : La Ligue du Progrès et l'interprétation Marxiste, 5 fr. (10 fr.). — E. RECLUS : La Peine de Mort, 5 fr. (10 fr.). — J. DUBOIS : L'Economie Distributive, 100 fr. (115 fr.). — E. BERTH : Guerre des Etats et Guerre des Classes, 200 fr. (230 fr.). — Du Capital aux Réflexions sur la Violence, 150 fr. (180 fr.). — PRADAS : La Crise du Socialisme (en espagnol), 150 fr. (180 fr.).

LES FAITS : le 14 septembre dernier paraissait sur l'« Observateur » une étude intitulée « La Grande nostalgie » laquelle étude, répartie d'ailleurs sur trois numéros, tentait avec autant de mauvaise foi que de hargne, de salir les hommes, le mouvement, la pensée anarchistes.

Un de nos jeunes sympathisants s'est indigné et a fait parvenir une lettre à M. Quint. Il n'a été donnée aucune suite à cette lettre adressée à l'« Observateur » il y a 1 MOIS.

Le secrétaire de la F.A., de son côté, a envoyé au Directeur de l'« Observateur », M. Bourdet une réponse aux articles de M. Quint. Cette lettre étant restée également sans suite, nous la publions ici.

Nous nous réservons de donner à MM. Quint et Bourdet la leçon que commande leur attitude.

que la « grande nostalgie » de Stinner, nostalgie infantile de l'harmonie spontanée, de l'attentat héroïque qui permet l'avènement d'une « société de saints juxtaposés » a été aussi, à quelque moment, celle de M. Quint lui-même, qui en serait demeuré obsédé et ne verrait plus qu'elle dans l'anarchisme.

Mais il est une autre raison qui explique l'entêtement de M. Quint à ramener l'anarchisme au stérisme (« Le véritable (sic) théoricien de l'anarchie : Max Stirner », no 23, page 18, colonne 2), ou plutôt, à un des aspects du stérisme : c'est qu'il est commode pour qui veut rejeter l'anarchisme de le confondre avec le terrorisme. Il est alors loisible de se livrer à la cueillette des fruits douteux de l'anarchisme (comme on pourrait d'ailleurs le faire pour tout mouvement dont l'activité s'étend à une partie importante de l'Histoire), sans s'occuper de savoir si ces fruits ne sont pas tenus pour douteux, avec le recul du temps, par les anarchistes eux-mêmes.

Malheureusement pour M. Quint, Stirner seul ne définit pas plus l'anarchisme que l'anarchisme ne s'identifie au terrorisme, n'en déplaçant aux historiens bourgeois, qu'obsédait la « propagande par le fait » et chez qui la peur étouffait le sens critique.

L'essence doctrinale de l'anarchisme est ailleurs que dans son mode d'expression, même violent : elle consiste en une critique générale de l'autorité, dont la critique de l'Elat n'est qu'un aspect. Ce qui d'ailleurs n'implique pas nécessairement le refus de l'organisation, mais engage à un contrôle assidu des délégués responsables, dans une structure fédéraliste, que Proudhon plaçait à côté de la démocratie authentique. (Principes fédératifs, chapitre 2.)

M. Quint, décidément, s'efforce de Stinner. D'énormes omissions, qui ne peuvent être que volontaires, ne sauraient le faire rougir. Pas un mot sur le rôle historique déterminant des anarchistes dans la lutte syndicaliste révolutionnaire ; pas un mot sur la structure et le fonctionnement des communes libertaires d'Espagne... C'est à croire que M. Quint écrit pour les ignorants, ou plutôt pour les croyants — à moins que ce ne soit (plus vraisemblablement) pour les demi-convertis, pour ceux qui hésitent encore au seuil du temple Stalino-Trotsky-Marxiste. — Ce n'est en

tout cas que dans cette perspective que s'explique son entêtement à affirmer le génie de Marx.

C'est Marx, selon lui, qui aurait le premier compris que « l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », et qui aurait amené les anarchistes à se rallier à sa conception (no 24, page 19, colonne 2). En vérité, Marx est peut-être l'inventeur de la formule, mais l'idée est fondamentalement anarchiste. Et, par un singulier retour, elle se révèle, à l'analyse, très peu marxiste. L'autoritaire Marx a découvert la vertu des états-majors : le rôle de la masse, active mais obéissante, intellectuellement passive, est diminué d'autant. Ce n'est pas par hasard que le marxisme s'est incarné — et s'est sclérosé — dans les dictatures policières d'un Staline, d'un Trotski, d'un Tito.

La grande découverte, « l'illumination » de Marx est toute autre : elle consiste dans l'affirmation du déterminisme historique et dans la proclamation, d'ailleurs de pure forme, du messianisme prolétarien. C'est de cette conception que certains anarchistes ont pu parfois être dupes. C'est de cette conception que, dans leur ensemble, les anarchistes démontrent le caractère illusoire, insistant sur la nécessité d'une action constante et réfléchie, d'une volonté toujours brisée sur le but, qu'ils ne désespèrent pas d'atteindre, mais qu'ils ne considèrent pas comme d'avance infailliblement atteint.

Il se peut d'ailleurs que l'influence de l'économiste Marx sur l'anarchisme ne soit pas négligeable. En tout cas, le grand espoir en une future société égalitaire et sans Etat est fondamentalement anarchiste. Quant à Marx, s'il paraît y demeurer attaché, il ne s'embarrasse guère de se contredire, et en aperçoit la réalisation tantôt dans une dissolution rapide d'évolution, paradoxalement caractérisée dans sa première partie par le renforcement de l'Elat (« dictature du prolétariat »). Il est vrai (l'aveu de M. Quint est révélateur dans sa maladresse) que « le but n'a pas été atteint, il n'indique que des moyens », que « tout but est un détournement du but : le but en soi, un finalisme absurde » (no 25, page 20, colonne 2). Oh ! sublime et précieuse dialectique ! En clair, cela revient à dire que le marxisme n'entend nullement réaliser la société sans classe et sans Etat... C'est précisément la critique

constante que les anarchistes adressent, sinon à Marx, du moins à ceux qui, après lui, se disent marxistes.

Il faut du reste reconnaître que la critique anarchiste appliquée aux expériences marxistes s'est, en général, révélée, hélas ! particulièrement perspicace. M. Quint, pour peu qu'il soit sincère, ne nous contredira pas sur ses propres exemples. « Dès 1918, écrit M. Quint, no 23, page 18, colonne 1, certains (confondant « à chacun selon ses besoins » avec « à chacun selon son travail ») croyaient déjà la société sans classes perdue, parce que Lénine venait d'établir une légère différenciation entre la rémunération du manœuvre et celle du spécialiste. » « Confondant » ? Qui donc confondait, qui donc confond ? On sait ce que « la légère différenciation » est devenue ! On sait aussi ce qu'il en est advenu de la société sans classe en Russie...

M. Quint écrit encore (no 24, page 19, colonne 2) (en riant j'imagine sans doute) : « Les anarchistes voyaient — notamment Bakounine — dans l'Elat populaire et centralisé, dont Marx affirmait la nécessité au moins provisoire, le successeur et le continuateur » de l'Elat de Bismarck. Franchement, remplacez « l'Elat de Bismarck » par « l'Elat des Taars », et dites-nous si c'était si mal prophétiser ?

La critique pro-étatique, celle de M. Quint en la circonstance, touche moins juste quand elle se mêle de juger l'anarchisme : même la plus forte analyse théorique de l'anarchie fait retour dans une certaine mesure à la loi », constate triomphalement M. Quint (no 23, page 19, colonne 1). Belle découverte ! L'analyse anarchiste s'emploie justement, non pas à détruire, mais à préciser cette notion de « loi », en distinguant entre « loi naturelle » (ou « nécessaire ») et « loi arbitraire » comme Rousseau l'a fait pour la notion d'inégalité (« inégalité naturelle » et « inégalité sociale »).

Les anarchistes, croit encore comprendre M. Quint, rêvent de l'idée générale de révolution, mais ne veulent ni la préparer, ni la diriger (no 23, page 19, colonne 2). La diriger ? Non. L'animer, oui. Quant à la préparer, ils s'y sont efforcés — la F.A. s'y efforce — tous les jours.

M. Quint, pour un peu, nous ferait croire qu'il est un esprit léger et naïf. Le voici qui proclame (dans sa pétition, no 25, page 20, colonne 2) : « Aujourd'hui, c'est l'intervention de l'Elat qui a modifié les conditions de vie, cette intervention repoussée par la classe des dirigeants sous le nom de tyrannie et d'inquisition. » 1<sup>o</sup> Est-ce « l'intervention de l'Elat » ou la pression des masses ? L'Elat n'est « intervenu » qu'une fois les masses lancées dans l'action directe. Voilà une « intervention » qui a tout l'air d'une simple régularisation. 2<sup>o</sup> Quant à la « classe des dirigeants », qu'entend par là ? D'après la conception

marxiste des classes, évidemment la minorité économiquement privilégiée. Est-il exact que cette « classe » repousse systématiquement l'intervention de l'Elat ? Uniquement lorsque cette intervention lui paraît dangereuse pour ses privilèges. Il y a belle lurette que les libéraux ont été conquis par les avantages du protectionnisme... 3<sup>o</sup> Mais — question capitale — la notion marxiste de « classes », Rend-elle compte de toutes les formes d'oppression et d'exploitation ? Si l'est exact que les privilèges économiques confèrent dans nos « démocraties » la réalité du pouvoir politique, il reste qu'on peut, au moins en théorie, distinguer la notion d'inégalité économique de celle d'inégalité politique. Une étude des sociétés de type fasciste, à la lumière de cette théorie, gagne en clarté et en rigueur. Les anarchistes ne cessent de rappeler que l'objectif de la libération sociale est double, que la lutte est à mener simultanément sur deux plans : le plan économique et le plan politique. Sans leur intervention, mais en soutenant leur différenciation possible, les anarchistes désignent deux systèmes à abattre à la fois : le capitalisme et le centralisme étatique. S'ils ont tort, si leur théorie est fautive, il faut s'employer à le démontrer. En tout cas, on n'a pas le droit, dans une étude consacrée aux anarchistes, de se dispenser, à coups d'affirmations que précisément ils contestent, de présenter et de développer leurs thèses fondamentales.

Où bien l'on s'expose à se faire traiter d'ignorant et d'imposteur. Qu'on morigène les anarchistes parce qu'ils ont volontiers risqué d'incendier des palais, passe encore. Mais qu'on leur propose, tout de go, en modèle un homme qui rêvait « d'y installer le prolétariat » (no 25, page 20, colonne 2), voilà qui ne peut que soulever une assez belle rillerie ; il faudrait d'abord tenter de leur prouver que l'entreprise n'était pas une gigantesque duperie. Or, on n'a, jusqu'ici, réussi à installer dans les palais gouvernementaux que de nouveaux despotes, dont la phraséologie prolétarienne, quand ils l'ont conservée, peut tout juste faire illusion. Au centralisme politique a succédé un centralisme politique renforcé. Les anarchistes prétendent qu'il ne pouvait en être autrement, et qu'une révolution autoritaire, même engagée au nom de l'égalité, porte en elle les germes de l'inégalité à venir, avec menaces d'aggravation. — C'est là une thèse qu'il faut ou retenir ou attaquer, mais qu'il n'est pas honnêtement possible (ni même habile) de passer sous silence.

Car l'anarchisme est une doctrine économique et sociale. Essentiellement. Il peut avoir des prolongements mystiques, des échappées métaphysiques : c'est l'affaire des individus, non de la doctrine. Le pluralisme philosophique (article de notre camarade R. Michel, dans Etudes Anarchistes de novembre 1948) est, à l'heure actuelle, clairement revendiqué par les théoriciens anarchistes. Il était, depuis l'origine, nécessairement impliqué dans l'attitude libertaire.

L'anarchisme, il est vrai, met l'accent sur la morale : il ne croit pas qu'on puisse impunément user de moyens en contradiction avec les faits. Peut-être parce que, dans une phase de son développement, il a eu cruellement à en souffrir. Du moins le reconnaît-il et mériterait-il moins que toute autre doctrine d'être attaquée dans ce domaine.

L'anarchisme est une doctrine solide et vivante. M. Quint et ses amis ne l'ignorent pas, qui cherchent à le déconsidérer en le défigurant, à le tuer en le calomniant. C'est aussi une doctrine réaliste et humaine : de plus en plus nombreux sont ceux qui, malgré M. Quint et ses amis, s'en informent, le comprennent et s'y rallient.

Pour le Comité National,

Le Secrétaire

de la Fédération Anarchiste.

(1) « Ce mythe défilant » (no 23, page 18) ... « Les touchants anarchistes » (no 25, page 20) ... « Préchi-précha généreux » (ibid) — et cette savoureuse trouvaille : « Le droit de jouir sans érection » (no 24, page 18), (2) Bakounine était marxiste, ce n'est pas un anarchiste, quand il écrivait sa Confession (1850). Proudhon se reniait, lorsqu'il en appelait à Napoléon. (3) A cet égard, Alain Sergent et Claude Harmel « Histoire de l'Anarchie », page 365.

L'abondance des matières nous oblige à reporter la suite de notre reportage : « Les Anarchistes au Pays de Tito », à notre prochain numéro.

### CE QU'EST L'ANARCHISME

LYG : Vers un monde libertaire, 15 fr. (25 fr.). — S. PARANT : L'Organisation de la Technocratie, 20 fr. (30 fr.). — F.A. : Les Anarchistes et le Problème Social, 20 fr. (30 fr.). — P. KROPOTKINE : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie, 50 francs (60 fr.). Aux Jeunes Gens, 15 fr. (25 fr.). — R. ROCKER : De l'Autre Rive, 3 fr. (8 fr.). — Y. FOUVER : Réflexions sur un monde nouveau, 5 fr. (10 fr.). — F. ROTHEN : La Politique et les Politiciens, 20 fr. (30 fr.). — BARBEDETTE : Pour la Justice Economique, 10 fr. (20 fr.). — M. BAKOUNINE : L'Organisation de l'Internationale, 5 fr. (10 fr.). — P. GILIE : L'Intégration Humaine, 10 fr. (20 fr.). — T. L. : La Liberté, 12 fr. (22 fr.). — IGNO-RTIS : Asturies 1934, 12 fr. (22 fr.). — A. PRUDHONMAUX : Catalogue Libertaire (1936-1937), 40 fr. (55 fr.). — G. LEVAL : Anarchie et Abondance, 20 fr. (30 fr.). — E. RECLUS : L'Anarchie, 15 fr. (25 fr.). — A. MON FRÈRE LE PAYSAN, 10 fr. (20 fr.).

### SERVICE DE LIBRAIRIE

REVUES

« Etudes Anarchistes », nos 2, 3, 5 et 6, le No 40 fr. — « La Révolution Prolétarienne », le No 40 fr. — « Défense de l'Homme », le No 40 fr. — « L'Unique », le No 20 fr. — « L'Idée libre », le No 25 fr. — « Pensée et Action », le No 32 francs.

### SYSTEMES TOTALITAIRES

D. ROUSSET : L'Univers Concentrationnaire, 180 fr. (210 fr.). — Les Jours de notre Mort, 570 fr. (640 fr.). — A. KOESTLER : Le Zéro et l'Infinit, 300 fr. (330 fr.). — Le Yogi et le Commissaire, 240 fr. (270 francs). — E. KOGON : L'Enfer organisé, 300 fr. (345 fr.). — J. VALTIN : Sans Patrie ni Frontières 505 fr. (565 fr.). — M. CEYRAT : La trahison permanente, 150 fr. (180 fr.). — F.A.C.B. : Les Bulgares parlent au monde, 50 fr. (60 fr.). — A. ROSSI : Physiologie du Parti Communiste Français, 450 fr. (550 fr.). — M. BUBER

NEUMANN : Déportée en Sibirie, 295 fr. (325 fr.). — V. SERGE : L'Affaire Toulou, 380 fr. (425 fr.). S'il est minuit dans le siècle, 180 fr. (210 fr.). — Guy VINAREL : L'U.R.S.S. concentrationnaire, 150 fr. (180 francs). — J. MARGOLINE : La Condition humaine, 630 fr. (675 fr.). — SANDOR GARAY : Volontaires pour la poème, 225 francs (255 fr.). — GREGOR VASSILIEF : Mon amie Vassia, 380 fr. (420 fr.). — Marc DVORNETSKI : Ghetto à l'Est, 375 fr. (405 francs). — A. GILGA : Au pays du mensonge déconcertant 300 fr. (330 fr.). Sibérie, terre de l'exté et de l'industrialisation, 360 fr. (405 fr.).

### HISTOIRE

A. SERGENT et G. HARMEL : Histoire de l'Anarchie, tome I, 750 fr. (845 fr.). — LISSAGARAY : Histoire de la Commune, 400 fr. (445 fr.). — CROPUILLON : Histoire de la Guerre (fasc. 1), 250 fr. (285 fr.). — (Fasc. II), 250 fr. (285 fr.). — (Fasc. IV), 300 fr. (345 fr.). — (Fasc. V), 300 fr. (345 francs). — Robards 38-45, 300 fr. (330 fr.). — François BARRET : Histoire du Travail, 90 fr. (105 fr.). — DOLLEANS : Histoire du

Mouvement ouvrier (tome I 1888-1871), 450 francs (495 fr.). — (Tome II 1871-1936), 450 francs (495 fr.). — ALEXANDRE : Avènement de la France Ouvrière, 210 fr. (240 francs). — L. LOUËT : Découverte de l'Anarchie, 25 fr. (35 fr.). — B. FOU-GERE : La Vie Héroïque de Rosa Luxemburg, 40 fr. (50 fr.). — DOMMANGER : Jacques Roux, le curé Roux, 100 fr. (130 francs). — Ida METT : La Commune de Cronstadt, 100 fr. (130 fr.). — P. LAPEYRE : La Boule tout nu, 25 fr. (30 fr.). — A. LORLOU : Les Crimes de la Colonisation, 20 fr. (30 fr.). — HEM DAY : Le Fascisme contre l'Intelligence, 15 fr. (25 fr.). — A. KOESTLER : Analyse d'un miracle, 600 fr. (645 fr.). — André et Dori PRUDHON : Spartacus et la Commune de Berlin 1918-1919, 150 fr. (180 fr.).

Préface d'ajouter 25 fr. si vous désirez que votre envoi soit recommandé. Nous ne répons pas des pertes postales, si le livrable n'est pas recommandé. Tous les envois de fonds doivent parvenir à E. GUILLEMAU, 145, quai de Valmy, Paris (X), C.C.P. 5072-44.



# Le patronat et LES CONVENTIONS COLLECTIVES

DEPUIS la libération, l'augmentation constante de la production, les profits et superprofits capitalistes pouvaient permettre une augmentation progressive du niveau de vie des classes laborieuses. C'est le contraire qui s'est produit, et l'augmentation constante des prix devant des salaires quasi-bloqués a rendu de plus en plus difficile l'existence des travailleurs.

Le Gouvernement est arrivé à ce résultat par une politique qu'il est facile et instructif d'analyser.

La première étape a été la nécessité du relèvement de la France. La deuxième a été la politique des manœuvres retrouvées. La troisième, celle de la « baisse des prix ». Ces trois politiques, soutenues en brandissant l'épouvantail de l'inflation et du cycle infernal.

Nous avons dénoncé, en leur temps, ces trois escroqueries ; souligné qu'il était plus important pour notre régime que les sociétés fassent des bénéfices scandaleux, que l'ouvrier arrive à vivre décemment.

Nous n'avons pas été écoutés par la plus grande partie des travailleurs, qui ont suivi les grandes « centrales ouvrières » qui se faisaient l'écho de la politique gouvernementale et patronale. Le résultat a bien été celui que nous avions annoncé.

La troisième politique ayant donné tout ce qu'elle pouvait rendre, les grèves commencent à devenir menaçantes, il fallait trouver un autre panneau ou faire donner les travailleurs. Cet autre panneau a été les conventions collectives.

Aux ouvriers qui luttaient directement pour des augmentations de salaires, on promet des conventions collectives dans le cadre desquelles se résoudraient bien plus facilement les problèmes de revalorisation du niveau de vie des travailleurs. Avec cette promesse, on put gagner encore un temps précieux. Ici, le temps travaille contre les travailleurs, la baisse du pouvoir d'achat s'aggrave et la différence sera d'autant plus difficile à combler qu'elle sera plus grande. Le principal objectif de l'Etat semble être de gagner le plus de temps possible. Les dernières grèves ont été le vote de la loi ; depuis le 11 février 1950, la liberté des salaires est rétablie dans le cadre des conventions collectives, la loi prévoit que des accords provisoires de salaires pourront être conclus en attendant la conclusion définitive des conventions collectives.

Cette loi arrive à point pour le patronat, au moment où l'échec des dernières grèves a fait perdre aux travailleurs une grande partie de leur confiance en eux-mêmes. Et, là, il est impossible de passer sans souligner la responsabilité de ceux qui, en s'abstenant de la lutte ou en la combattant sous prétexte qu'elle était politique, ont permis la victoire du patronat. S'ils sont contents d'avoir favorisé un échec de la C.G.T., il ne faut pas qu'ils se dissimulent que ce sont les travailleurs qui en subissent les conséquences. C'est ce manque de confiance des travailleurs, ainsi que les divisions qui existent parmi eux qui permettent à la délégation patronale de la prendre de haut lors des discussions dans les commissions des conventions collectives.

Le Gouvernement, en rendant la liberté au salaire dans le cadre des conventions collectives savait bien ce qu'il faisait. Il comptait bien sur des discussions très longues et confuses qui auraient pour résultat de maintenir le statu quo. En fixant le minimum vital à 13.500 francs, il montrait bien dans quelle voie il entendait que les discussions s'engagent.

Les conventions collectives ne peuvent rien apporter par elles-mêmes. Si les travailleurs sont assez forts pour obtenir des améliorations, ils peuvent les obtenir en dehors des conventions collectives, sinon ils n'en obtiendront pas plus dans leur cadre. Par contre, elles sont une voie de garage vers laquelle on peut diriger les revendications ouvrières.

Elles sont un lien qui pourra efficacement empêcher la conquête d'avantages ultérieurs. Comme la loi, alors qu'elle ne sanctionnerait qu'un fait acquis, elles posent une barrière derrière ce fait, empêchant d'aller plus loin. Et, pour bien marquer ceci, la loi prévoit que les conventions

CALENDRIER 1951

## LE LIBERTAIRE

D'une présentation artistique impeccable, 2 couleurs, rouge et noir, avec feuillets mensuels, sur fort carton, au prix de 80 fr., franc 95 fr. C.C.P. E. Guillemau 5072-44.

A chaque lecteur du « Libertaire », un calendrier du « Libertaire ».

Passez dès aujourd'hui votre commande, nous vous l'expédierons première semaine de décembre.

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centr. du Croissant  
19, r. du Croissant, Paris-20

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## Réflexions sur une arme moderne

# LA GRÈVE GESTIONNAIRE

L'IDEE de la grève gestionnaire fait son chemin. Peut être la technique gestionnaire proprement dite est-elle encore mal comprise. C'est le propre des idées nouvelles de cabrer la pensée conservatrice des révolutionnaires qui dans l'extrême difficulté de la lutte et l'inertie des milieux sociaux prolétaires s'accrochent à des principes classiques qui ont fait leur preuve ou sont admis comme définitifs par la conscience populaire. La tactique revendicative ne s'intéressant qu'aux salaires, sans égard à aucune autre méthode d'action qui pourrait agir sur la distribution c'est-à-dire sur la part devant revenir à chacun sur le revenu national, plonge le mouvement ouvrier dans cette faiblesse et cette vie au jour le jour qui rendent impossible une action énergique sur les institutions capitalistes et étatistes.

La puissance du capitalisme et de l'Etat s'est-elle accrue par rapport à la force ouvrière ? Le capitalisme et l'Etat disposent de moyens de répression non pas plus nombreux, mais plus efficaces : le char, l'avion, voire le bombardement assurent certes aux institutions bourgeoises une puissance plus grande de domination. Mais un climat de grève gestionnaire peut tenir en échec ces moyens de violence.

Un bombardement est possible pour détruire une insurrection, mais il ne peut pas neutraliser une activité industrielle gestionnaire, à la fois parce qu'il peut contribuer à éveiller les in-

différents et les je-m'en-foutistes, et parce qu'une activité gestionnaire fait le vide devant le maximum de répression.

On peut bombarder des populations indochinoises ou arabes qui se soulèvent contre le « civilisateur », mais il est difficile d'agir de la même manière vis-à-vis des métropolitains.

L'avion permet le transfert rapide des forces de répression d'un point à un autre, mais ce moyen n'est efficace qu'à partir du moment où les grèves sont sporadiques, manquant d'envie-gure. Mais, à partir du moment où les grèves sont concertées suivant un plan

d'ensemble, à partir du moment où elles tendent à essayer l'autofonctionnement des entreprises, à réussir ici, à échouer là, mais à laisser dans tous les cas des traces d'expériences, alors, ou bien le climat gestionnaire se précipite pour se généraliser, et les forces de l'Etat et les forces réactionnaires des partis de dictature apparaissent désolées, ou bien l'action gestionnaire s'arrête, en route, faute d'énergie de renouvellement, et alors les Pouvoirs publics ne seront pas assez fous pour ne pas s'apercevoir qu'il y a quelque chose de changé. Et du lest sera lâché et certaines lois sociales reprendront le jour avec un début d'application, selon la poussée du mécontentement.

Il est possible qu'aujourd'hui les changements de la structure économique, sociale et politique puissent se faire avec beaucoup moins de victimes que par le passé, parce qu'il apparaît que l'époque du romantisme révolutionnaire est révolue et qu'une possibilité d'action gestionnaire n'apparaît pas comme une période de liesse, où l'on salue « le monde nouveau », mais comme une période de terribles responsabilités et d'efforts pour reconstruire, pour réorganiser, en montrant bien qu'il ne faut pas s'attendre à des changements magiques.

L'appareil capitaliste industriel nous montre qu'il peut produire avec intensité, mais la limite de production c'est le débouché solvable.

A partir du moment où la consommation, où les immenses débouchés intérieurs, en surface et en profondeur, permettent à la machine industrielle de tourner à fond et selon un plan d'unification économique, alors la seule limite à la consommation ce sont les possibilités de production.

Ainsi, nous voyons que dans la société capitaliste la production est limitée par la consommation solvable.

Dans une réorganisation industrielle où le capitalisme aura été anéanti, la consommation sera limitée par les possibilités de production. Plus on produira, plus on consommera.

### Gestion ouvrière

Il faut unifier la production, c'est-à-dire qu'il faut faire disparaître la concurrence, les rivalités, les secrets de fabrication, le système des brevets déposés. Il faut que le geste scientifique pénètre tous les rouages de l'industrie, de manière qu'il n'y ait pas de perte de substance.

La suppression des secrets de fabrication et du système des brevets déposés permettra de standardiser la production, pour produire plus, ou un plus grand nombre de modèles, et satisfaire vite les besoins. Ceci pour le début, ensuite on parlera de variété.

Le travailleur, aujourd'hui, est contre la standardisation ou le système de Taylor, parce que, dans l'un et dans l'autre cas, il est la victime du patronat. Le travail accéléré, l'économie des gestes usent sa force-travail et font qu'il est des superflutés au patronat et à l'Etat. Et, en définitive, plus il travaille, plus le patronat se fait exigeant.

A partir du moment où le travailleur se rend compte que, dans une entreprise donnée, le travail de chacun profite à tous, sans hiérarchie et sans différence, alors il tient en lui la loi du moindre effort dont on nous rebat les oreilles et dont on fait l'origine de l'exploitation de l'homme par l'homme, des conquêtes et de la guerre.

Certes, avant d'en arriver là, il y a des murs psychologiques à abattre. Mais ces murs, c'est beaucoup plus la nécessité que la propagande qui les dé-

grade. Les travailleurs sont décidés à être de moins en moins les victimes des manuels d'économie politique ; tôt ou tard, ils seront appelés à soulever la chape de plomb qui les maintient dans leurs conditions.

### TECHNOCRATIE ET EXPROPRIATION

Si, aujourd'hui, les technocrates et les organisateurs veulent remplacer la bourgeoisie classique avec son libéralisme que deux guerres ont mis en pièces, effectuant ainsi les victimes de la bourgeoisie classique, les travailleurs, même sans en avoir toujours conscience, effectuent eux aussi cette révolution silencieuse par le bas, pour détruire les nouvelles pyramides sociales qui veulent changer le degré des privilèges sans en détruire la nature. Les travailleurs se rendent compte que les plus compte que les privilèges issus de la propriété des instruments de production ou de la fonction sociale sont nuisibles et font renaitre sous une autre forme l'oppression.

La nécessité ouvrira les yeux et l'éducation ouvrira l'esprit.

Direction syndicale de la production par le système de l'élection des plus capables, unité d'entreprise pour faire disparaître la concurrence qui se détruit elle-même en détruisant une partie de l'effort, propriété sociale du sol, de ce qu'il y a dessus et dessous, propriété sociale des capitaux dans leurs diverses formes : matières premières, machines, encaisses métalliques, devises, réseaux de coopératives de gros et de détail pour remplacer le commerce capitaliste répartiteur et distributif, enquêtes et sondages dans les populations pour connaître les besoins, leur importance et leur variété, administration communale sans l'officier de police judiciaire qu'est le maire et sans les arrêtés préfectoraux, exercice du pouvoir direct par la population elle-même pour tout ce qui intéresse la vie locale, création de conseils régionaux pour réorganiser et résoudre les problèmes qui dépassent les limites des communes, des régions et des pays, voilà l'effort colossal et de longue haleine d'une action gestionnaire sporadique, hésitante, puis sûre, faisant nappes d'huile.

Les événements, quels qu'ils soient, ne peuvent pas changer les données de ce problème. Dans tous les pays industriels, les données de ce problème sont identiques, parce qu'une longue industrialisation a rendu le problème des salaires insoluble. Les partis du capitalisme de l'Etat et les créatures, l'entretien de ce monde parasite de plus en plus grand empêchent l'extension des salaires. Les salaires peuvent s'étendre, mais les pouvoirs d'achat se retirent.

Il n'est plus possible de se rattraper sur les colonies, parce que les colonies existent de moins en moins, la guerre, les grandes idées que les chefs d'Etats véhiculent pour émouvoir les peuples, afin qu'ils acceptent l'égorgement, la propagande révolutionnaire à long terme, tout cela éveille des hommes exploités au 2<sup>e</sup> degré, prolétaires des prolétaires.

L'action gestionnaire a deux faces. Celle de l'immédiat, celle à plus longue échéance. Celle de l'immédiat, c'est la lutte pour les industries-clés dont dépendent toutes les autres, lutte inégale et diverse ; celle à plus longue échéance, c'est la lutte des générations, c'est l'érosion du parasitisme du continent et de tous les continents, c'est la possibilité pour le blanc, le jaune et le noir de se regarder face à face sans haine raciale, sans arrière-pensée militariste, sans visée d'immigration de masse.

L'action gestionnaire à court terme alimente l'action gestionnaire à long terme ; gestion de matières premières mondiales, division du travail international sans profiteurs, soudure de toutes les parties du monde que la race des avions et des machines retient toujours plus.

Pour la vie de tous les jours et pour une œuvre grandiose qui nous dépasse, luttons pour les deux formes de l'action gestionnaire.

ZINOPOULOS.

## LE PROCÈS DE GÈNES

Nos camarades de la F.A. Italienne, de nouveau en Cour d'Assise le 13 novembre, après six mois de prison.

COMME il fallait s'y attendre, le procès intenté par la Justice italienne contre nos camarades Mancuso, Busico, et De Luchi à la suite de l'attentat commis par eux contre le Consulat franquiste de Gènes traîne en longueur.

Après que le tribunal de Gènes se soit déclaré incompetent et ait transmis le dossier à la Cour d'Assises, voilà que maintenant, devant la popularité du geste de nos camarades, la Justice italienne détourne la procédure.

Pour avoir dit à certains juges qu'ils avaient appartenu aux tribunaux fascistes de Mussolini, nos camarades sont poursuivis à présent pour outrages à magistrat.

La Justice italienne veut ainsi transformer le procès d'idéologie en celui de droit commun.

Mais elle ne trompera personne, au contraire : les hommes libres du monde entier crieront leur dégoût à la bourgeoisie décadente au service du

DUVERGER.

## DANS LA MÉTALLURGIE PARISIENNE Victoire syndicale, échec ouvrier

TOUTE la presse syndicale a présenté les récents accords de salaire signés pour la région Parisienne par le patronat de la Métallurgie et les centrales Force Ouvrière et C.F.T.C., comme une victoire ouvrière, ou encore comme une modification, somme toute satisfaisante, du « statu quo ». L'« Humanité » du 6, par exemple, se contente de demander aux métallos de la R.P. de revendiquer un rajustement des primes et bonifications, ce qui implique que l'on entérine purement et simplement l'accord conclu par F.O. et la C.F.T.C. La C.G.T., d'ailleurs, dans un communiqué du mercredi 8 novembre, (Bureau de la Fédération du Sous-sol), annonce son intention de demander à la Commission du Statut des Mineurs, dans l'attente des décisions de la Commission du Statut des Mineurs, que le SALAIRE DES MINEURS SOIT IMMÉDIATEMENT INDEXÉ SUR LE SALAIRE DE LA MÉTALLURGIE PARISIENNE. Cette revendication est particulièrement dangereuse, et il ne faut pas que les mineurs soient trompés comme l'ont été les métallos de la région Parisienne : Nous allons, pour les uns comme pour les autres, démontrer le mécanisme de l'opération et montrer les dangers inhérents aux accords en question...

### LES FAITS

Nous nous permettons, pour ce faire de citer l'étude de J. Arnel parue dans l'« Observateur » du 9 novembre, revue que l'on ne saurait taxer de progressisme, ce qui en l'occurrence donne plus de poids aux constatations rapportées. On y lit en effet ceci :

« Sa victoire (la victoire du patronat) est remarquable si on compare les positions de départ des deux parties et les bases de l'accord. A quelques nuances près, l'unité de vue ouvrière était résumée sur : 1) la réévaluation des salaires, 2) la suppression des coefficients hiérarchiques existants ; 3) échelle mobile.

Dès le début des discussions de la commission paritaire, l'opposition patronale se révéla extrêmement vive, affirmant que les demandes ouvrières entraîneraient pour les entreprises une majoration de salaires de 80 à 100 %. Les calculs étaient faits à partir de salaires « légaux » anachroniques et non des salaires effectifs. On craignait de rappeler que par rapport à 1938, les métallos se trouvaient les plus défavorisés. D'après le groupe même des industries métallurgiques de la région parisienne, il est admis que le salaire moyen du manoeuvre est au coefficient 912 par rapport à 1938, et celui de l'ouvrier professionnel à 970, alors que la moyenne des salaires se situe entre 1.200 et 1.300 et que l'indice des prix industriels a dépassé 2.750. Les salaires actuels de la métallurgie représentent pour les célibataires une réduction du pouvoir d'achat de 40 à 50 %, régression qui n'était même pas comblée par les revendications syndicales, lesquelles, dont la moyenne se situait aux environs de 20 %.

Pour leur part, les représentants employeurs : 1) se refusaient, en utilisant à cette fin les déclarations de M. Guy Mollet, à considérer le minimum garanti de 78 francs comme base pour l'ensemble des salaires, en d'autres termes, demandaient la suppression des coefficients et le resserrement de l'éventail ; 2) proposaient que le minimum théorique de l'ajusteur soit porté de 70,20 à 92 francs et celui de l'outilleur de 75,90 à 105.

### AVANTAGES MINIMES

Sur ces deux points fondamentaux, l'accord n'est pas très éloigné de leur donner entière satisfaction. Il n'est question des salaires ou par rapport au manoeuvre, considéré comme base 100, mais uniquement de la fixation des salaires pour chaque catégorie...

Une telle concession est-elle compensée par une augmentation importante de la masse des salaires ou par des avantages annexes ? Il ne le semble pas. On ne peut en effet s'arrêter au fait que le minima est passé pour le manoeuvre de 59,50 à 81 et 84 ; les anciens minima « légaux » n'avaient aucune signification réelle puisque le salaire moyen effectivement payé était de 78 francs le gain réel de l'accord représente donc une augmentation qui pour les manoeuvres s'élève à 4 francs.

C'est en quelque sorte pour masquer ce piètre résultat, qu'il a été convenu qu'en tout état de cause l'augmentation réelle atteindrait au minimum 13 francs pour les salaires inférieurs à 68 francs, augmentation diminuant progressivement jusqu'à 6 francs pour les salaires supérieurs à 100 francs ; mais comme dans ce chiffre sont incluses les primes, il apparaît qu'en fait l'augmentation acquise sera pour la grande majorité de 7 à 6 francs, soit une augmentation de 6 à 5 % suivant les catégories ; il faut ajouter, il est vrai, l'accroissement des primes d'ancienneté, de rendement dont l'application reste étroitement subordonnée

## “3<sup>e</sup> front”

(Suite de la première page)

Pour ces diverses raisons on a sur la réarmement allemand. Mais ne nous leurrions pas, il se fera tout de même. Les impératifs militaires prendront tôt ou tard le pas sur les considérations politiques. Hier le gouvernement français refusait à tout prix qu'on réarme l'Allemagne, aujourd'hui il consent, à condition que cette armée soit intégrée dans une armée européenne, et demain que fera-t-il ? Un récent article du Monde nous indiquait que le veto de M. France à la conférence des ministres de la Défense n'était pas impératif, que les techniciens partisans du réarmement de l'Allemagne pouvaient étudier à loisir les meilleures solutions tant du point de vue de la stratégie occidentale que de celui de la répercussion sur l'économie de ce réarmement, etc., etc. Et que, le moment venu, on coifferait ces solutions techniques d'une solution politique. Et on nous annonce la réunion du conseil des suppléants, puis du conseil des ministres des Affaires étrangères, puis enfin de celui des ministres de la Défense et des Affaires étrangères réunis. Après de si laborieuses négociations on arrivera certainement à mettre sur pied le réarmement allemand dans le cadre d'une armée occidentale, dans laquelle les Français sont déjà inclus.

Si, momentanément donc, politiciens allemands ou français ou staliens semblent s'opposer à ce qu'on arme une nation, il est fort probable qu'ils renièrent demain leurs positions d'aujourd'hui. Et pour ne pas être victimes de l'un des deux blocs, ou des deux réunis, les peuples ne doivent compter que sur eux-mêmes, et lutter chaque jour, pour une paix qui ne se mende pas mais se conquiert. C'est le sens de la formule : 3<sup>e</sup> FRONT. Et s'il reste quelques hommes de bonne volonté à l'avoir compris qu'attendent-ils pour lutter à nos côtés ?

lib

### POUR CONCLURE

On reste atterré devant l'éloquence des chiffres et l'on ne saurait, sans démagogie, parler de « victoire ouvrière ». Bien sûr, les bonzes syndicaux sont satisfaits d'eux-mêmes et telle est la logique du temps qu'une défaite ouvrière est considérée comme une victoire syndicale par ceux qui se déclarent des « syndicalistes sérieux », consentants du rôle d'une classe ouvrière organisée, avec « force » et « trémoles » dans la voix. Nous avons vu, par contre, que la situation était autrement sérieuse et c'est justement pourquoi il convient plus que jamais de réagir ; il faut, en effet, considérer que ces accords, signés par des syndicalistes irresponsables, n'engagent pas les métallurgistes eux-mêmes ! Il faut renier partout les dispositions réactionnaires de ces conventions et préparer consciemment une contre-offensive ouvrière, pour arracher au patronat sa victoire présente. Le combat sera dur et pénible, car il n'est pas facile de remédier aux conséquences du manque de vigilance et de conscience révolutionnaire ! Mais, un fois de plus, les anarchistes sont présents et s'ils sont écoutés, comme ils l'ont été aux périodes glorieuses du mouvement ouvrier, la situation peut changer d'aspect. Nous y reviendrons dans notre prochain numéro.

MOINE  
(Commission syndicale).

Nous nous excusons d'être dans l'obligation de différer la publication des comptes rendus sur le CONGRES DE LA C.N.T. Les travaux du Congrès n'étant pas terminés au moment où nous mettons sous presse.